

NOTE D'INFORMATION

LA MINUSCA VA SOUTENIR LE PROJET DDRR PREVU POUR SEPTEMBRE PROCHAIN DANS L'OUEST DE LA CENTRAFRIQUE

Bangui, le 03 août 2018 – Le projet de Désarmement, Démobilisation, Réinsertion et Réintégration (DDRR), dont le démarrage aura lieu début septembre 2018 dans la région ouest de la Centrafrique avec la participation de sept groupes armés, sera soutenu par la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA). L'annonce a été faite mercredi lors de la conférence de presse hebdomadaire de la Mission, à laquelle ont pris part le Colonel Noel Selesson, coordonnateur général de l'Unité d'exécution du Programme National de Désarmement, Démobilisation, Réintégration, Rapatriement (UEPNDDRR) et Hervé Hesse, de la division DDR de la MINUSCA.

« L'appui de la MINUSCA au processus du DDR va être exercé pendant la phase de désarmement et de démobilisation et se conjuguera de trois manières : appui sécuritaire, conjointement avec les forces de sécurité intérieure, aux opérations de désarmement puis l'escorte des équipes mobiles de désarmement, appui logistique sous forme de transport et appui budgétaire », a indiqué Hesse. Selon lui, la MINUSCA « prendra également en charge la courte phase de réinsertion, qui est différent de la réintégration et qui consistera en un cursus donné au combattant démobilisé sur l'éducation civique, la vie en société et la cohésion sociale ».

Pour sa part, le Colonel Selesson, a expliqué que le DDRR reste un « programme national » mais qu'il a fallu commencer par l'Ouest parce que les « groupes armés qui s'y trouvent sont prêts à nous suivre ». Ces groupes sont, selon le coordonnateur général de l'UEPNDDRR, « Révolution et Justice (RJ) de Sayo, Révolution et Justice (RJ) de Belanga, les 3R de Sidiki, le FDPC d'Abdoulaye Miskine, les anti-Balaka de Bouar, l'UFR et l'UFR Fondamentale ». « Pour l'Est on espère que la situation va décanter avec les initiatives de dialogue en cours et que la dynamique qu'on créera à l'Ouest poussera les autres à adhérer », a-t-il ajouté.

Par ailleurs, le coordinateur general de l'UEPNDDR a precise qu'il est attendu des sept groupes armes qui vont prendre part au DDR « la remise volontaire de la liste de leurs elements, la remise de tout materiel militaire en leur possession, le desarmement total de leur groupe et la dissolution du groupe et eventuellement la lutte politique a travers les elections ». En attendant le demarrage du processus, l'UEPNDDR mene depuis juillet dernier une campagne de sensibilisation vis-a-vis des institutions et ensuite envers les partenaires. « Nous poursuivons egalement des consultations avec les autres groupes armes pour se joindre a cette option qui est volontaire de nature et vise a restaurer l'autorite de l'Etat », a-t-il souligne.

Lors du point de presse hebdomadaire, le porte-parole de la MINUSCA, Vladimir Monteiro, a rappele les rencontres de samedi 4 aout, d'une part entre le Représentant special du Secrétaire general en République centrafricaine, Parfait Onanga-Anyanga ainsi que le leadership de la MINUSCA avec des leaders du 3e et du 5e arrondissements de Bangui et d'autre part entre le Représentant special adjoint, Kenneth Gluck, avec le comite de prevention des crises et des representants de groupes criminels. « La sécurité de habitants mais aussi les questions liees aux deplaces et des jeunes ont ete abordees, entre autres points », a-t-il indique.

Le porte-parole a par ailleurs annonce les statistiques sur les droits de l'homme, entre le 1er et le 8 aout a Bangui et a l'interieur du pays, avec «43 incidents d'abus & violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire ayant affecte 43 victimes. « Les auteurs presumes sont surtout des elements des groupes armes et quelques agents de l'Etat ».